

Lutte contre la précarité : un plan toujours aussi pauvre !

A l'occasion d'un déplacement dans un centre d'hébergement d'urgence, le premier ministre Jean Castex a dévoilé le plan gouvernemental destiné à lutter contre la pauvreté. Toute une batterie d'aides sont ainsi prévues pour les bénéficiaires de minimas sociaux tels que le RSA dont le nombre d'allocataires a fortement progressé du fait de la crise économique, de même que pour les bénéficiaires de l'ASS (allocation spécifique de solidarité pour les chômeurs-euses en fin de droits) ou encore des APL. Une allocation spécifique pour les « jeunes », un dispositif supplémentaire d'accompagnement pour accéder à l'emploi, des points d'accueil supplémentaires pour faciliter les démarches des sans abris, des masques gratuits pour les plus précaires... tout cela complète un dispositif prévu pour coûter 1,8 milliard d'euros. Ajouté aux quelques 6 milliards déjà prévus dans le plan de relance, tout cela représente au final à peine un dixième des sommes qui seront versées au patronat et à la finance au titre du plan de relance qui plus est sans aucune contrepartie. Alors que les besoins et les urgences sociales des populations précaires sautent aux yeux de tous et toutes, le gouvernement préfère courir lui au chevet des multinationales et de la finance.

Aussi il n'est pas certain qu'avec un tel plan pauvreté, bien pauvre en réalité, le gouvernement combatte le fléau qu'il déclare pourtant être au « centre de ses priorités ». Il faudrait pour cela, comme l'ensemble des acteurs sociaux le lui demandent, **revaloriser, et fortement, les minimas sociaux. Etendre le bénéficiaire du RSA de 18 à 25 ans** et permettre ainsi à beaucoup plus de jeunes de disposer d'un filet de sécurité est également une nécessité. Et si accompagner vers l'emploi peut sembler louable, encore faut-il que celui-ci existe, qui plus est dans une période qui résonne pour l'essentiel de plans sociaux et de forte montée du chômage. Mais au faux prétexte qu'augmenter les minimas sociaux « désinciterait » à vouloir trouver un emploi, le gouvernement se refuse à une mesure essentielle qui permettrait justement de créer de l'activité et donc de l'emploi ! Comme il se refuse par ailleurs à **créer massivement des emplois publics comme dans le secteur de la santé pourtant en forte tension ou à réduire fortement le temps de travail....** Le gouvernement répète ainsi ses vieilles lunes libérales pour un résultat connu d'avance : toujours plus de misère, de chômage et de violence sociale alimentant les divisions dans la population, fabriquant des boucs émissaires et constituant ainsi un terreau pour l'extrême droite.

Alors que la crise nécessite de renforcer les amortisseurs sociaux, d'**abroger définitivement la réforme de l'assurance chômage**, le gouvernement s'empêtre dans une pauvreté d'analyse pour ne pas répondre aux besoins sociaux mais aux injonctions de la finance qui n'a pourtant elle subi aucun dommage, bien au contraire. Il faut donc le contraindre à une autre politique. Le rapport de force est indispensable et doit être renforcé avec l'ensemble des acteurs du mouvement social. Les luttes dans les entreprises existent et sont fortes, multiplions-les et mobilisons-nous partout pour nos droits.

Faisons de la marche des chômeurs-euses du 5 décembre une étape essentielle de mobilisation : le gouvernement doit satisfaire les vraies priorités, sociales et écologiques, garantes d'un autre avenir.

Paris, le 29 octobre 2020